



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 10 MAI 2022

**d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'un atelier de traitement de surface
et d'un atelier de travail mécanique des métaux par la Société CMI EUROPE
ENVIRONNEMENT à Aspach-Michelbach**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son titre VIII du livre 1er et de son titre 1er du livre IV,

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121.1,

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 »,

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

VU l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement,

VU l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,

VU l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,

VU l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement,

VU l'arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement,

VU le document, de la Commission européenne, de référence sur les meilleures techniques disponibles sur le traitement de surface des métaux et matières plastiques d'août 2006,

VU le plan local d'urbanisme de la commune d'Aspach-Michelbach dont la dernière modification a été approuvée le 20 avril 2021,

VU l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2021 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse,

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2020 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant de la Doller,

VU le récépissé de déclaration du 22 septembre 2008 relatif à la rubrique 2661-2 b de la nomenclature des installations classées délivré à la société CMI Europe Environnement pour ses installations de transformation de polymères (chaudronnerie plastique),

VU la demande d'autorisation environnementale du 28 juin 2021, complétée le 16 septembre 2021 et les 4 et 13 octobre 2021, présentée par la société CMI Europe Environnement dont le siège social est situé 1, rue des pins – 68700 Aspach-Mihelbach, pour notamment l'exploitation d'un atelier de traitement de surface et d'un atelier de travail mécanique des métaux,

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement,

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 8 décembre 2021,

VU le mémoire en réponse de la société CMI Europe Environnement à l'avis de l'autorité environnementale reçu le 13 janvier 2022,

VU la décision n° E21000140/67 du 24 novembre 2021 du président du tribunal administratif de Strasbourg portant désignation du commissaire enquêteur,

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 portant ouverture d'une enquête publique du 18 janvier au 18 février inclus sur le territoire des communes d'Aspach-Michelbach, Aspach-le-Bas, Cernay, Leimbach, Roderen, Steinbach, Thann et Vieux-Thann,

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public,

VU la publication en date 15 jours avant l'enquête publique et dans les huit premiers jours de celle-ci de cet avis dans deux journaux locaux,

VU les délibérations du conseil municipal des communes de Vieux-Thann et d'Aspach-Michelbach en date respectivement du 26 janvier 2022 et du 8 février 2022,

VU le registre d'enquête, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur du 17 mars 2022,

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture,

VU le rapport et les propositions en date du 6 avril 2022 de l'inspection des installations classées,

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale,

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial en améliorant notamment le traitement de ses rejets atmosphériques et pluviaux (filtre centralisé dédié à l'ensemble des stations de soudure, laveur de gaz plus performant et dispositifs de récupération des eaux de pluies) correspondant à l'usage des meilleures techniques actuellement disponibles,

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-3.I du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1,

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation complété et dans ses annexes et telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients des installations associées à l'atelier de traitement de surface et à l'atelier de travail mécanique des métaux pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement,

Considérant que l'exploitation de l'atelier de traitement de surface relève du régime de l'autorisation et que les dispositions prévues par l'exploitant sont de nature à pallier les risques et les nuisances éventuelles présentées par l'installation,

Considérant que le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est de nature à prévenir les nuisances présentées par l'installation,

Considérant que le projet est compatible avec les orientations et les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse,

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des conseils municipaux de Vieux-Thann et Aspach-Michelbach et des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

Considérant que les mesures de réduction d'impact, de compensation et d'accompagnement proposées par l'exploitant sont de nature à protéger les intérêts visés aux articles L.122 du code de l'environnement,

Considérant que le dossier présenté concerne un site anthropisé,

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Après communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande, afin qu'il soit entendu,

Après l'avis en date du 21 avril 2022 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu),

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

ARTICLE 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CMI Europe Environnement, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 1 rue des pins - 68700 Aspach-Michelbach est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire d'Aspach-Michelbach (coordonnées Lambert 93 X=1 009 197 et Y=6 751 300) les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations sont situées sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Aspach-Michelbach	27	246
		250
		253
		255
		257
		260
		263
		265
		220
		222
		267
		269

Toute modification cadastrale (dénomination des parcelles cadastrales) est portée à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées.

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration (le tableau des rubriques IOTA figure au 1.2.1),
- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Chapitre 1.2 Nature des installations

ARTICLE 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

La société CMI Europe Environnement est autorisée à exploiter les installations classées suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé (*)
3260	A GF	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³	23 Bains de traitement pour un volume total de 207 m ³ 13 Bains de rinçage pour un volume total de 68,5 m ³	207 m ³
4130-2	A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Masse totale de 25,54 t 5,06 t en stock 4,65 t au niveau des bains 15,83 t de déchets	25,54 t
2560-1	E	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	Puissance totale de 1 447 kW • Stations de soudure : 13 postes de 36 kW chacun soit 468 kW • Filtration : 11 kW • Usinage : 968 kW	1 447 kW
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Masse totale de 96,76 t 1,21 t en stock 95,55 t au niveau des bains	96,76 t
2910-A2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la	Puissance totale = 2,7 MW 1,5 mW pour le chauffage par radiants du bâtiment existant (non raccordable) 1,2 MW pour le chauffage des bains (2 chaudières de 0,6 MW chacune)	2,7 MW

		<p>biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>		
2661-2	NC	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j.</p>	Atelier de chaudronnerie plastique	1,2 t /j
2662-3	NC	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>3. Supérieure ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³</p>	Atelier de chaudronnerie plastique : Plaques, tubes, accessoires plastiques	95 m ³
4130-1	NC	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>1. Substances et mélanges solides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t</p>	<p>Masse totale=1 t</p> <p>Masse en stock=1 t</p>	1 t
Rubrique IOTA	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Volume/ tonnage autorisés
2.1.5.0	D	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet étant :</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p>	<p>Les eaux pluviales de ruissellement (toitures et voiries) sont rejetées vers le milieu après traitement et contrôle (présence de décanteur/séparateur d'hydrocarbures)</p>	<p>Superficie du site de 3 ha 58 a 51 ca</p>

A (autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration), NC (Non Classé).

GF : Garanties Financières

(*) Éléments caractérisant les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3260 relative au traitement de surface et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STM.

ARTICLE 1.2.2. Implantation

L'exploitant respecte les dispositions d'implantation en vigueur mentionnées dans les différents arrêtés ministériels susvisés.

Chapitre 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

ARTICLE 1.3.1 Conformité

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

L'exploitant énumère et justifie, en tant que de besoin, toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Par ailleurs, nonobstant les dispositions particulières imposées à l'article 2.1.2 et suivants « Impacts sur le milieu naturel, les habitats et les espèces » du présent arrêté d'autorisation d'exploiter, les mesures de réduction d'impact de compensation et d'accompagnement en faveur de la protection de la biodiversité, prévues au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, sont mises en œuvre selon le calendrier prévu.

Chapitre 1.4 Garanties Financières

ARTICLE 1.4.1 Objet des garanties financières

La mise en activité d'un atelier de traitement de surface relevant de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées est subordonnée à la constitution de garanties financières.

Toutefois, le montant de ces garanties financières, évalué par l'exploitant dans son dossier initial, étant inférieur à 100 000 € (évalué à 97 671 €), l'exploitant n'a pas l'obligation de constituer ces garanties financières en application du deuxième alinéa du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.4.2 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières évalué dans son dossier.

L'exploitant actualisera son calcul du montant des garanties financières, au moins tous les 5 ans, au prorata de la variation de l'indice publié TP 01. Le montant réévalué et les détails des calculs sont à tenir à disposition de l'inspection des installations classées dans un registre spécifique.

Chapitre 1.5 Modification et cessation d'activité

ARTICLE 1.5.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.3 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, l'exploitant place le site de l'installation dans un état conforme au rapport de base, tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage industriel du site.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 2-1 – Exploitation des installations

ARTICLE 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau,
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies dans le présent arrêté,
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2 Impacts sur le milieu naturel, les habitats et les espèces

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction d'impact, de compensation et d'accompagnement ainsi que les engagements qu'il a pris dans son dossier de demande, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 2.1.2.1 Mesures de réduction

Mesures	Habitats/Espèces - objectif	Situation	Mesures et échéancier
MR1	Faune – Adapter les périodes de travaux	Zones en travaux	Réaliser les travaux de défrichage et de coupes d'arbres en dehors des périodes de nidification des espèces. Éviter les travaux du chantier de construction de l'extension du bâtiment traitement de surface la nuit.
MR2	Flore – Protéger les espaces verts des travaux	Zones en travaux	Mise en défens des espaces à éviter pendant les travaux (pas de stockage, de mouvement de terre, etc.).
MR3	Flore – Limiter coupe ligneux et les remplacer si nécessaire	Zones en travaux associées à la construction du bâtiment traitement de surface (TS) et installations annexes	Préserver les arbres existants, que ce soit le long de la clôture Ouest ou au niveau de l'aménagement des ombrières. En cas de coupe d'arbres rendue strictement nécessaire pour la réalisation des travaux, planter 2 nouveaux arbres par ligneux coupé, avec des essences locales variées et adaptées aux conditions du terrain.
MR4	Insectes et Chiroptères – Limiter la pollution lumineuse	À l'extérieur des bâtiments sur l'emprise du site	Éviter l'éclairage des arbres et des espaces verts. Limiter la durée de l'éclairage. Orienter les flux lumineux vers le bas. Limiter l'intensité et la puissance de l'éclairage.
MR5-1	Faune – Limiter les pièges	Gouttières, plaques d'égouts, cuves, etc.	Poser des grilles pour éviter l'accès ou aménager des échappatoires.
MR5-2	Avifaunes – Limiter les pièges	Structures extérieures	Inspecter à la fin du chantier de l'extension du bâtiment TS, les supports des ombrières pour vérifier l'absence de cavités.
MR5-3	Faune – Limiter les pièges	Déchets	Enlever régulièrement les déchets susceptibles d'être présents dans l'enceinte du site en fonction du taux de remplissage des bennes.

Article 2.1.2.2 Mesures de compensation

Mesures	Objectif	Situation	Mesures et échéancier
MC1	Améliorer	Aires de	Remplacer l'enrobé par des pavés filtrants.

	l'infiltration des eaux de pluies et favoriser la présence de la petite faune	stationnement au Sud-Ouest du site sur 0.4 ha	Supprimer les bordures en béton entre les places de stationnement. Installer des zones enherbées dans la partie centrale des aires de stationnement. Aménager une noue végétalisée. Entretien ces espaces enherbés en fonction des besoins identifiés. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réalisation effective de ces travaux dans un délai n'excédant pas 10 ans à compter de la notification du présent arrêté.
MC2	Améliorer l'infiltration des eaux de pluies et favoriser la présence de la petite faune	Aire de pique-nique au Sud-Ouest proche des bâtiments du site sur 0.1 ha	Remplacer les dalles en béton par une terrasse en bois surélevée. Ces travaux seront réalisés dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.
MC3	Création d'espace favorable à la biodiversité	Espace vert localisé à l'Est du site	Aménager une haie végétale composée d'arbres et d'arbustes feuillus d'origine locale sur 50 m non linéaire. Ces travaux seront réalisés en même temps que ceux de l'extension du bâtiment TS.

Article 2.1.2.3 Mesures d'accompagnement

Mesures	Objectif	Situation	Mesures et échéancier
MA1	Gestion différenciée des espaces verts	Espaces verts sur l'emprise du site Nord Nord-Est	Privilégier la fauche avec une base de coupe > 10 cm. Mettre en place un phasage de gestion. Réaliser des fauches tardives. Laisser des espaces non gérés (30% soit plus de 100 m ²).
MA2	Plantation d'essences locales	Haies et ligneux	Privilégier la plantation d'espèces locales feuillues, rustiques et à tige creuse ou à moelle (cf. MR3 et MC3). Entretien les haies et ligneux en dehors des périodes de reproduction des espèces (entre le 15 octobre et fin février). Mettre en place 2 panneaux d'information sur la biodiversité de part et d'autre du site.
MA3	Création de passages pour la petite faune	Clôture	Aménager des ouvertures de 20-25 cm de long et de haut tous les 10 mètres linéaires de la clôture. Ces travaux seront réalisés en même temps que ceux de l'extension du bâtiment TS.
MA4	Création de refuges pour la petite faune	Dans les milieux non aménagés Nord Nord-Est	Aménager des tas de bois mort pour le Hérisson d'Europe. Aménager des amas de matériaux organiques pour la petite faune. Aménager des hibernaculum pour les reptiles Ces aménagements seront effectués dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Entretien annuel de ces habitats en dehors des périodes de reproduction et d'hibernation (soit en octobre ou avril-mai).

ARTICLE 2.1.3 Consignes d'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes d'exploitation précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté,
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation,
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation,
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.1.3.2,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations et dépôts. Toute personne qui arrive sur le site doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité leur sont transmises.

Chapitre 2.2 Intégration dans le paysage

ARTICLE 2.2.1 Esthétique

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage.

L'ensemble du site (dont les voies de circulation et les aires de stationnement) et de ses abords sont maintenus propres et entretenus en permanence dans le respect des mesures de préservation de la faune et de la flore. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Chapitre 2.3 Incident ou Accident

ARTICLE 2.3.1 Prévention des incidents

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

ARTICLE 2.3.2 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis **sous 15 jours** à l'inspection des installations classées.

S'agissant plus particulièrement d'un problème d'écoulement de produits dangereux pour l'environnement au droit du site, l'exploitant devra en informer et alerter immédiatement :

- 1/les communes riveraines, et plus particulièrement celle d'Aspach-Michelbach avec laquelle il doit être élaboré une procédure d'alerte d'urgence en matière de risque de contamination de la ressource en eau potable,
- 2/les autorités et services compétents en matières d'alimentation en eau potable (ARS, etc),
- 3/l'Inspection des installations classées,
- 4/ les propriétaires de puits privés domestiques situés à l'aval hydraulique des installations

Chapitre 2.4 Documents tenus à la disposition de l'inspection

ARTICLE 2.4.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration, non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement, non couvertes par un arrêté d'autorisation,

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 3 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Chapitre 3.1 Conception des installations

ARTICLE 3.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Chaudière pour les bains de traitement de surface	600 kW	Gaz	Localisé dans la chaufferie du bâtiment de traitement de surface
Conduit N° 2	Chaudière pour les bains de traitement de surface	600 kW	Gaz	Localisé dans la chaufferie du bâtiment de traitement de surface
Conduit N° 3	<u>Traitement de surface :</u> Cheminé du laveur de gaz	Débit nominal de 110 000 Nm ³ /h	Sans objet	Traitement des rejets atmosphériques des bains de l'atelier traitement de surface
Conduit N° 4	Système de filtration centralisé	Débit nominal de 30 000 Nm ³ /h	Sans objet	Traitement des rejets atmosphériques des installations de soudures
Sans objet	Radians	Puissance totale de 1,5 MW avec puissance unitaire des radiateurs inférieure à 1 MW	Gaz	Chauffage de l'atelier travail mécanique des métaux et de l'atelier chaudronnerie plastique

Conduit N° 3 : Cheminée du laveur de gaz

Un dispositif de traitement des gaz prend en charge les rejets atmosphériques des bains de traitements afin de réduire notamment les émissions d'oxyde d'azote, de nickel, de chrome et d'ammoniac.

Conduit N° 4 : Système de filtration centralisé

Un dispositif de filtration traite l'ensemble des stations de soudure. Ce système est équipé de filtre adaptés permettant de réduire notamment les émissions de poussières et de métaux.

Les effluents gazeux des chaudières ne sont pas traités avant rejet à l'atmosphère.

ARTICLE 3.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	5	400	Nox, SO ₂ , Poussières, CO, CO ₂	1850	5 m/s
Conduit N° 2	5	400	Nox, SO ₂ , Poussières, CO, CO ₂	1850	5 m/s
Conduit N° 3	14	1,6	Acidité, Cr total, Cr VI, Ni, Alcalins, Nox, SO ₂ , NH ₃	110000	10 m/s
Conduit N° 4	11	0,7	Poussières, Cr + Mn + Ni et composés	30000	8 m/s
Radians	-	-	NOx, SO ₂ , Poussières, CO, CO ₂	-	-

La localisation des conduits 3 et 4 est précisée sur le plan joint en annexe 1.

Chapitre 3.2 Limitation des rejets

ARTICLE 3.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'indisponibilité des systèmes de traitement des rejets atmosphériques (laveur de gaz et système de filtration centralisé) les activités associées à ces systèmes (atelier de traitement de surface et postes de soudure) seront interrompues.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les points de rejet sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les valeurs limites d'émission applicables aux conduits n° 1 et 2 (chaudières des bains de traitement de surface) sont celles de l'arrêté ministériel en vigueur pour ce type d'installation, soit l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Paramètre	Code CAS	Conduit n°3 : Laveur de gaz - Traitement de surface			
		Concentration mg/Nm3	flux		
			kg/h	kg/j	kg/an
Acidité totale en H ⁺	NC	0,5	0,03	0,72	262,8
Alcalins exprimés en OH ⁻	NC	10	0,55	13,2	4818
NO _x en équivalent NO ₂	10102-44-0	200	10,91	261,84	95571,6
SO ₂	7446-09-5	5	0,27	6,48	2365,2
Ammoniac (NH ₃)	7664-41-7	5	0,27	6,48	2365,2
Nickel (Ni)	7440-02-0	1	0,05	1,2	438
Chrome Total	7440-47-3	0,2	0,01	0,24	87,6
Chrome VI	1333-82-0	0,02	0,001	0,024	8,76

Paramètre	Code CAS	Conduit n°4 : Système de filtration centralisé - Soudure		
		Concentration mg/Nm ³	Flux	
			g/h	kg/an
Poussières totales		40 100	Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	
Nickel (Ni)	7440-02-0	$8,14 \times 10^{-2}$	2,44	21,38
Manganèse (Mn)	7439-96-5	$1,46 \times 10^{-2}$	0,44	3,85
Plombs (Pb)	7439-92-1	$2,75 \times 10^{-2}$	0,83	7,27
Cuivre (Cu)	7440-50-8	$4,28 \times 10^{-2}$	1,28	11,2
Molybdène	7439-98-7	$1,46 \times 10^{-2}$	0,44	3,85
Chrome VI	1333-82-0	$3,93 \times 10^{-5}$	0,0012	0,10
Métaux totaux	-	0,5	10	87,6

(*) En cas de fabrication de monoxyde de zinc (ZnO) la valeur limite de concentration est de 10 mg/m³.

Chapitre 3.3 Surveillance des rejets atmosphériques

ARTICLE 3.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

La surveillance applicable aux conduits n° 1 et 2 (chaudières des bains de traitement de surface) est celle de l'arrêté ministériel en vigueur pour ce type d'installation, soit l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

Surveillance associée au laveur de gaz – traitement de surface (conduit n° 3)

Paramètre	Fréquence de mesure	Enregistrement	Méthodes de mesure	Fréquence de transmission
Débit	Annuelle (*)	Oui	Normes en vigueur	Annuelle
Température		Non		
Acidité totale en H ⁺				
Alcalins exprimés en OH ⁻				
(**) NO _x en équivalent NO ₂				
(**) SO ₂				
(**) Ammoniac (NH ₃)				
Nickel (Ni)				
Chrome Total				
Chrome VI				

* La fréquence de mesure est trimestrielle, sauf pour les substances identifiées avec **, lors de la 1ère année de fonctionnement ainsi que lors de la 1ère année de fonctionnement en capacité maximale de la chaîne de production. Ces dernières mesures pendant 1 an interviennent au plus tard dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté, même si la capacité maximale n'est pas atteinte. L'exploitant informera sans délai l'inspection des installations classées de l'atteinte de la capacité maximale.

Surveillance associée au système de filtration centralisé – Soudure (conduit n° 4)

Paramètre	Fréquence de mesure	Enregistrement	Méthodes de mesure	Fréquence de transmission
Débit	Annuelle (*)	oui	Normes en vigueur	Annuelle
Température		non		
Nickel (Ni)				
Manganèse (Mn)				
Plombs (Pb)				
Cuivre (Cu)				
Chrome VI				
Molybdène				
Métaux totaux				
Poussières totales				

* La fréquence de mesure est semestrielle lors de la 1^{ère} année de fonctionnement en capacité maximale de la chaîne de production. Ces mesures interviennent au plus tard dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté, même si la capacité maximale n'est pas atteinte. L'exploitant informera sans délai l'inspection des installations classées de l'atteinte de la capacité maximale.

Le débit des effluents gazeux, les concentrations et les flux sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Pour les paramètres mesurés ponctuellement, les valeurs limites s'imposent à la moyenne de trois mesures réalisées sur une durée minimale de 30 minutes.

Le rapport de la campagne de mesures précise les conditions de fonctionnement des installations (atelier de traitement de surface et de travail mécaniques des métaux) et des installations de traitement des émissions.

ARTICLE 3.3.2 Surveillance des émissions diffuses

Aucune disposition complémentaire à celles en vigueur n'est proposée.

ARTICLE 3.3.3 Surveillance des effets des rejets sur l'environnement

L'exploitant réalise une surveillance dans l'air selon les modalités définies dans les articles ci-après.

Article 3.3.3.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit sous sa responsabilité et à ses frais un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance dans **un délai de 6 mois**. Il le communique dans le même délai à l'inspection des installations classées

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Il y sera notamment spécifié : l'objectif de la surveillance environnementale, la liste des documents d'appui (réglementation, carte...), le périmètre retenu pour la zone d'étude, la nature des milieux et le contexte local, le choix des périodes de mesures ou de prélèvements, la nature des polluants (choix des métaux d'intérêt), la durée des périodes et leur fréquence, le choix des méthodes de prélèvements et d'analyse , etc.

L'exploitant devra justifier par modélisation ou d'autres moyens d'étude (condition météo) l'emplacement des points de mesure. Les mesures sont réalisées soit :

- au niveau des points de retombées maximum,
- soit au niveau des premières habitations qui sont les plus exposées aux retombées de l'installation.

Les mesures sont réalisées lorsque la contribution est caractéristique de l'activité y compris lorsque la contribution y est la plus forte (fonctionnement normal, régime de démarrage, dérive suite à un dysfonctionnement, etc).

Toute modification des conditions de surveillance du milieu est soumise à l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Article 3.3.3.2 Campagne de mesure de l'environnement

La première campagne de mesure est réalisée dans un délai de 3 mois après l'envoi du programme de surveillance à l'inspection des installations classées.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur.

Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Une campagne de mesure dans l'environnement doit être réalisée au minima tous les ans, excepté si la justification est apportée dans le programme de la surveillance environnementale.

Article 3.3.3 Expression des résultats

Les résultats des mesures de surveillance environnementale réalisées sont à transmettre à l'inspection des installations classées dans le rapport annuel et contiennent l'ensemble des informations nécessaires à sa compréhension et a minima :

- les protocoles de mesures, prélèvements et analyses utilisées associées à des normes si disponibles,
- pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures,
- une comparaison des résultats de mesures par rapport aux données issues des campagnes de surveillance précédentes,
- l'interprétation appropriée des résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant qui se positionne explicitement,
- en cas d'anomalies, des explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier.

Les niveaux mesurés au point d'impact retenu sont appréciés par rapport aux valeurs repères disponibles et actualisées (valeurs de référence disponibles, environnement local témoin, état initial, comparaison entre les différents points de mesure, valeur seuil de qualité de l'air).

Au vu des résultats de mesure obtenus ou de l'évolution de l'activité de l'établissement, la surveillance peut être revue et renforcée à l'initiative de l'exploitant, de l'inspection des installations classées et du Préfet.

À ce titre, l'inspection des installations classées et le Préfet peuvent faire procéder à des contrôles supplémentaires de la surveillance environnementale telle que prévue dans le présent arrêté, et ce, aux frais de l'exploitant.

ARTICLE 3.3.4 Bilan des émissions

L'exploitant établit pour le 31 mars de chaque année les bilans synthétiques suivants :

- Bilan du fonctionnement, de l'atelier de traitement de surface et de l'atelier de travail mécanique des métaux, au cours de l'année écoulée, comportant à minima les éléments suivants :
 - Production de l'année (nombre de cellules produites, km de soudure réalisée, etc.),
 - Quantité de chacune des matières premières mises en œuvre,
 - Consommation de gaz naturel,
 - Consommation électrique,
 - Consommation d'eau.
- Bilan du fonctionnement des installations de traitement des émissions au cours de l'année écoulée, précisant à minima les éléments suivants :
 - Paramètres de fonctionnement des installations (laveur de gaz et filtration soudure),
 - Consommation de soude,
 - Consommation d'eau,
 - Durée d'indisponibilité.

ARTICLE 3.3.5 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, au moins une fois par an, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci est accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés :

- les contrôles inopinés prévus ci-dessous à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives,
- lorsque la surveillance définie par la suite est réalisée par un organisme extérieur dans les conditions susmentionnées, les mesures comparatives ne sont pas nécessaires.

Contrôles inopinés : L'inspection des installations classées peut, à tout moment, éventuellement de façon inopinée, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides, d'eaux souterraines, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibrations ; les frais engendrés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Chapitre 3.4 Dispositions spécifiques

ARTICLE 3.4.1 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières sur les voies de circulation,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, des dispositifs d'aspiration sont mis en place et raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs à la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUE

Chapitre 4.1 Prélèvements et consommation d'eau

ARTICLE 4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont interdits.

L'eau consommée provient du réseau public d'eau potable et sert :

- à un usage domestique,
- et à un usage industriel destiné en particulier à l'activité de traitement de surface, avec 1055 m³/an.

ARTICLE 4.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.1.3 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Article 4.1.3.1 Conception des réseaux

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux pluviales de ruissellement de voiries non polluées ou susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales de ruissellement des toitures non polluées ou susceptibles d'être polluées,
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les eaux industrielles : eau de refroidissement, eaux des bains du traitement de surface, station de traitement des eaux associé au traitement de surface, eaux de purge du laveur de gaz, eaux de lavages des sols,
- les eaux de préparation de procédés non polluée : concentrats de l'osmoseur et adoucisseur
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune les diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Il n'y a aucun rejet dans le milieu d'eaux industrielles. Elles sont traitées sur site (cf. article 4.1.3.3 du présent arrêté) et éliminées, si besoin, en tant que déchet dangereux (cf. article 8.1.4 du présent arrêté).

Les réseaux d'eaux pluviales sont équipés de dispositifs décanteurs déshuileurs ou d'un dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie. Ces ouvrages sont entretenus régulièrement de manière à garantir leur bon fonctionnement en permanence, et au minimum 1 fois par an. En particulier, la vidange des huiles, graisses et des sables, sera effectuée régulièrement afin d'éviter tout risque de relargage de polluant dans le milieu naturel.

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisée du site est de :

- 10 276 m² de voiries dont 3 750 m² pour le stationnement des véhicules légers,
- 12 499 m² de bâtiment dont 1 600 m² pour le bâtiment dédié au traitement de surface,
- 150 m² de stockage de déchets.

Article 4.1.3.2 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externe qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées géographiques (Degrés décimaux)			Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur	Conditions de raccordement
	Latitude (°)	Longitude (°)	Altitude (m)				
EP°1	47.790059	7.132198	318.54	Eaux pluviales des voiries Eaux pluviales de toiture atelier chaudronnerie plastique et bâtiment administratif	Fossé raccordé aux bassins situés au	Le Baerenbach	Autorisation

EP°2	47.789028	7.130765	317.74	Eaux pluviales des voiries Eaux pluviales de toiture atelier traitement de surface	Sud Sud- Est du site		
EP°3	47.788538	7.131268	317.56	Eaux pluviales des voiries (aires stationnement des véhicules légers)			
EP°4	47.789369	7.132886	318.10				
EP°5	47.789023	7.131125	316.52	Eaux pluviales de toiture atelier travail mécanique des métaux			

La localisation de ces points de rejets est précisée sur le plan joint en annexe 2.

Les eaux domestiques sont rejetées dans le réseau de collecte des eaux usées de la collectivité qui sont envoyées à la station d'épuration urbaine de la Thur. Elles respectent les conditions de raccordement au réseau public et la convention délivrée par la collectivité.

Les eaux pluviales de toiture collectées au point EP°2, associée à l'installation de traitement de surface, transitent par une cuve enterrée de 20 m³ (dénommée bassin de stockage temporaire des EP) avant d'être dirigées vers le décanteur déshuileur. Cette cuve est reliée à une pompe permettant la récupération de ces eaux pour le fonctionnement du laveur de gaz.

Article 4.1.3.3 Gestion des réseaux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.3.4 *Gestion de la station de traitement des effluents*

Les effluents générés par l'atelier de traitement de surface sont traités par une station de traitement spécifique, en circuit fermé, sans rejet dans le milieu. Les boues résiduelles (ou concentrats) sont traitées comme déchets.

L'installation de traitement des effluents est conçue de manière à tenir compte des variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement de l'installation de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser seront effectués soit en continu, soit à chaque bâchée, selon la méthode de traitement adoptée.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Article 4.1.3.5 Schéma du réseau de collecte des effluents

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.1.3.6 Aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils permettent en outre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.1.3.7 Abandon de l'ouvrage (puits)

L'exploitant effectue la cessation d'utilisation de l'ouvrage créé en 2008, référencé BSS001CXGV 04128X0169, au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes dans le même délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant communique au préfet **dans le mois** qui suit le comblement, un rapport de travaux précisant :

- les références de l'ouvrage comblé,
- les travaux de comblement effectués.

Chapitre 4.2 Limitation des rejets

ARTICLE 4.2.1 Caractéristiques des rejets

Les effluents respectent les caractéristiques suivantes :

- la couleur des effluents ne provoquent pas de coloration persistante du milieu récepteur,
- les effluents ne dégagent aucune odeur,
- la température maximale : 30 °C,
- le pH des effluents est compris entre 5,5 et 8,5.

Les effluents en sortie de site respectent également les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous, avant rejet vers le bassin situé au Sud Sud-Est du site et le Baerenbach :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)
MES	1305	30
DCO	1314	125
DBO5	1313	100
Indice hydrocarbures	7007	5
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,4
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	1,5
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	2
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	1371	0,1
Molybdène (en Mo)	1395	1
Manganèse (en Mn)	1394	1

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Chapitre 4.3 Surveillance des rejets

ARTICLE 4.3.1 Surveillance des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Sur tous les points de rejet EP°1 à EP°5	pH	1302	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
	Indice hydrocarbures	7007			
	MEST	1305			
	DBO5	1313			
	DCO	1314			
EP°2 et EP°5	Nickel (Ni)	1386		Annuelle (*)	
	Plomb (Pb)	1382			
	Cuivre (Cu)	1392			
	Chrome (Cr6+)	1371			
	Manganèse (Mn)	1395			
	Molybdène (Mo)	1394			
	Métaux totaux	8096			

* La fréquence de mesure est trimestrielle, lors de la 1ère année de fonctionnement ainsi que lors de la 1ère année de fonctionnement en capacité maximale de la chaîne de production. Ces dernières mesures pendant 1 an interviennent au plus tard dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté, même si la capacité maximale n'est pas atteinte. L'exploitant informera sans délai l'inspection des installations classées de l'atteinte de la capacité maximale.

Chapitre 4.4 Surveillance des eaux souterraines

ARTICLE 4.4.1 Dispositions générales

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après, à l'amont et à l'aval hydraulique de son site.

ARTICLE 4.4.2 Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose a minima des ouvrages suivants :

Pt de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage (m)
PZa	À préciser (*)	amont	nappe	6
PZb	À préciser (*)	aval	nappe	6
PZc	À préciser (*)	aval	nappe	6

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 3.

*** Au plus tard le 30 juillet 2022**, l'exploitant :

- déclare ces ouvrages auprès du Service Géologique Régional du BRGM (il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiant unique de celui-ci),
- fait niveler les ouvrages par un géomètre,
- transmet à l'inspection des installations classées le rapport d'implantation de son réseau de surveillance qui doit préciser notamment :
 - le lieu précis d'implantation (plan d'implantation) avec les coordonnées Lambert des ouvrages,
 - les indices BSS attribués à chacun des ouvrages,
 - les informations techniques de conception des ouvrages (coupes d'implantation, hauteur de crépinage, etc.).

ARTICLE 4.4.3 Création d'ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines

Lors de la réalisation d'un forage (notamment des puits de surveillance) :

- toutes dispositions seront prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses,
- l'exploitant fait inscrire, dans un délai de 15 jours maximum après sa réalisation, tout nouvel ouvrage de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. Il informera le préfet du code BSS dans un délai de 2 mois maximum après sa déclaration. Les ouvrages créés sont nivelés par un géomètre.

ARTICLE 4.4.4 Programme de surveillance

A-Surveillance qualitative : Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (valeurs définies par l'arrêté du 11 janvier 2007 qui définit les limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants avec les fréquences associées :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
- à préciser avant le 30/06/2022 - à préciser avant le 30/06/2022 - à préciser avant le 30/06/2022	Amont	Semestrielle; en périodes de: - basses eaux - hautes eaux	Paramètres physico-chimiques	
			Température	1301
			pH	1302
	Conductivité		1303	
	Aval		O ₂ dissous	1311
			Chlorures	1337
			Sulfates	1338
	Aval		Nitrates	1340
			Nitrites	1339
			Autres substances	
			AOx	1106
			Indice hydrocarbure	7007
			Plomb	1382
			Chrome VI	735
			Chrome	1389
			Cuivre	1392
			Magnésium	1372
			Nickel	1386
			Fer	1393
			Sodium dissous	1375
Zinc		1383		
Ammonium	1335			
Manganèse	1394			
Molybdène	1395			

En fonction des résultats de surveillance, la fréquence de surveillance, la liste des paramètres concernés ainsi que le nombre d'ouvrages de surveillance pourront ultérieurement être revus (allègement ou renforcement), à la demande du préfet ou de l'exploitant.

B- Surveillance piézométrique

La surveillance piézométrique est assurée sur les ouvrages précédemment cités.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé **à chaque campagne** de prélèvement ; l'exploitant dispose d'un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF).

L'exploitant joint aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

C- Atlas à établir

L'exploitant établit un atlas des ouvrages utilisés pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines (plan de localisation des ouvrages, coupes de réalisation, dates de réalisation, indice BSS, etc.).

Cet atlas est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

D- Expression des résultats de la surveillance

Les résultats d'analyse font apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable. Les résultats de surveillance sont accompagnés d'un plan de localisation des ouvrages surveillés.

ARTICLE 4.4.5 - Dispositions applicables aux établissements relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE, ainsi que les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

TITRE 5 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

Chapitre 5.1 Nuisances des installations

ARTICLE 5.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Véhicules et engins : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Appareils de communication : L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (tels que sirènes, avertisseurs, haut-parleurs) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Cette disposition ne fait pas obstacle à l'utilisation de dispositifs avertisseurs conformes aux normes en vigueur et imposés pour la prévention des accidents du travail lorsque aucun dispositif autre que sonore n'existe ou n'est efficace compte tenu des conditions de travail.

ARTICLE 5.1.2 Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore admis en limite du périmètre autorisé	70 dB (A)	60 dB (A)

ARTICLE 5.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

La localisation des points de mesures est précisée sur le plan joint en annexe 4.

ARTICLE 5.1.4 Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans la période diurne définie à l'article 8.2.2 du présent arrêté.

ARTICLE 5.1.5 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 5.1.6 Limitation des émissions lumineuses

Aucune disposition complémentaire à celles en vigueur n'est proposée.

TITRE 6 – AUTO-SURVEILLANCE

Chapitre 6.1 Auto-surveillance des consommations et des émissions

ARTICLE 6.1.1 Principe du programme d'auto-surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit « programme d'auto surveillance ». L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.1.2 Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète :

- il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement ; il en rend compte à l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles et analyses, accompagnés de commentaires, au plus tard les :

- 15 juillet de l'année « n » (pour les contrôles du 1^{er} semestre de l'année « n »),
- 15 janvier de l'année « n+1 » (pour les contrôles du 2^{ème} semestre de l'année « n »).

L'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.

En cas d'anomalie ou de dépassement, ces commentaires :

- signalent explicitement le problème,
- en précisent les causes lorsqu'elles sont connues ou indiquent les recherches engagées pour les déterminer,
- indiquent les mesures prises ou prévues pour corriger la situation ou les éventuelles recherches engagées en ce sens.

Concernant l'auto-surveillance des eaux souterraines et superficielles, sauf impossibilité technique, les résultats, accompagnés de commentaires, sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

Par ailleurs, en cas d'anomalie, et notamment de dégradation, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et l'Agence Régionale de Santé (ARS).

ARTICLE 6.1.3 Déclaration GERP

L'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.

La déclaration des données réglementaires pour l'année « n » est effectuée avant le 31 mars « n+1 ».

TITRE 7 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1 Conception des installations

ARTICLE 7.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu, couverture, sols et planchers hauts incombustibles, portes pare flamme, etc.) adaptés aux risques encourus et conforme au dossier.

Les panneaux photovoltaïques installés en toiture respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 71.2 Organisation des stockages

Les zones de stockage du site sont localisées et exploitées conformément aux dossiers et à l'étude de dangers du site. En particulier :

- la zone de stockage d'acide chlorhydrique est protégée d'une barrière grillagée,
- les locaux de stockage de substances dangereuses sont ventilés, les gaines d'extraction sont équipées de capteur de température permettant de couper la ventilation si cette dernière atteint 80 °C.

Matériels utilisables en atmosphères explosibles.

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.2.2 du présent arrêté, recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

ARTICLE 71.3 Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes et exigences en vigueur.

Chapitre 7.2 Prévention des accidents

ARTICLE 7.2.1 Dispositifs de rétention

Le site est pourvu d'un bassin de confinement au niveau du bâtiment de traitement de surface d'un volume de 201 m³.

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

III. Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention peut être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

IV. Les tuyauteries sont installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents/eaux pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées.

Les flexibles utilisés lors des transferts sont entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement s'arrête automatiquement.

V. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire ; les produits récupérés sont éliminés comme des déchets.

VI. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VII. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est la somme des volumes :

- d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- de produit libéré par cet incendie d'autre part,
- d'eau liée aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

VIII. Un inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, auquel est annexé un plan général des stockages, est tenu à jour.

Les fiches de données de sécurité des produits sont regroupées dans un recueil.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 7.2.2 Identification des zones à risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 7.2.3 Disponibilité des utilités

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité peuvent être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

ARTICLE 7.2.4 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention et de confinement.

Chapitre 7.3 Moyens de lutte contre l'incendie

ARTICLE 7.3.1 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Leur conception respecte les spécifications définies dans le dossier.

Les bâtiments et les installations sont facilement accessibles par les services de secours qui peuvent faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Les installations sont aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues offre au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et peuvent être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé.

ARTICLE 7.3.2 Systèmes de détection et de protection

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion, dont notamment l'atelier de traitement de surface et l'atelier de travail mécanique des métaux, sont équipés d'un réseau de détection adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'une atmosphère explosive ou d'un incendie.

Tout déclenchement du réseau de détection entraîne une alarme perceptible en tout point des bâtiments et une action appropriée de la part de l'exploitant

La fermeture des portes coupe-feu présentent au niveau de l'atelier de traitement de surface et de l'atelier de travail mécanique des métaux est asservie au déclenchement de cette alarme.

Les bays de l'atelier de traitement de surface sont équipés de capteur de température permettant de couper la ventilation reliée au laveur de gaz si cette dernière atteint 80°C.

Les sectionneurs sont situés au plus près des panneaux photovoltaïques, pour pouvoir limiter la longueur des câbles sous tension électrique continue en cas de sinistre.

ARTICLE 7.3.3 Moyens de lutte contre l'incendie

Les installations et équipements sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation,
- de robinets d'incendie armés, répartis en fonction des dimensions des bâtiments, situés à proximité des issues, disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents,
- de poteaux d'incendie publics, situés hors des zones de flux thermiques de 3kW/m², implantés à l'extérieur du site à moins de 100 mètres des accès principaux des bâtiments et à 200 mètres de tout point des ombrières (tracé réel des voies), permettant de fournir un débit total minimum simultané de 270 m³/h pendant deux heures consécutives avec une pression en sortie de 1 bar minimum et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur,
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Ces moyens sont complétés par une réserve suffisante de produits ou matières consommables permettant d'assurer la protection de l'environnement tels que floculants, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, sable meuble et sec.

Ces moyens sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.3.4 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements de lutte contre l'incendie sont :

- conformes aux normes en vigueur, maintenus en bon état et **vérifiés au moins une fois par an** ; ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle,
- repérés et facilement accessibles,
- capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.3.5 Modélisation incendie

L'exploitant transmet au préfet, à l'inspection des installations classées et au Service départemental d'incendie et de secours du Haut-Rhin, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'étude de la modélisation incendie.

En fonction des résultats de cette étude, l'exploitant se positionnera quant à la nécessité de compléter les moyens de lutte contre l'incendie, mentionnés au présent chapitre, en proposant les modifications ad hoc. Les moyens seront complétés selon l'avis de l'inspection des installations classées et du Service d'incendie et de secours du Haut-Rhin.

ARTICLE 7.3.6 Plan de défense incendie

L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise a minima :

- son organisation,
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre,
- les consignes pour l'accès des secours,
- la localisation des zones de dangers,
- l'emplacement des moyens de lutte contre un incendie,

- les moyens de liaison avec le service d'incendie et de secours.

Ce plan est communiqué au Service départemental d'incendie et de secours du Haut-Rhin avant le démarrage des installations.

TITRE 8 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Chapitre 8.1 Principes de gestion

ARTICLE 8.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

- en prévenant et en réduisant la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation,
- en mettant en œuvre des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
 - a) La préparation en vue de la réutilisation
 - b) Le recyclage
 - c) Toute autre valorisation
 - d) L'élimination
- en s'assurant que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement; notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier,
- en organisant le transport des déchets et en le limitant en distance et en volume selon un principe de proximité,
- en contribuant à la transition vers une économie circulaire,
- en économisant les ressources épuisables avec l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation des ressources.

ARTICLE 8.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets sont classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 du code de l'environnement. Elles sont remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés sont éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-128-1 à R.543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R.543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R.543-195 à R.543-200 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R.541-225 à R.541-227 du code de l'environnement.

ARTICLE 8.1.3 Installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 8.1.4 Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Quantités maximales stockées sur le site (tonnes)
Déchets non dangereux	20 01	DIB	1,65
	12 01 05	Matière plastique en mélange copeaux	1,5
	20 01 01	Papiers et cartons en mélange	0,35
	20 01 38	Bois	1,07
	07 02 13	Polyéthylène haute densité	2,3
		Polypropylène	2,3
		PVC	1
	12 01 01	Copeaux d'usinage	15
Déchets dangereux	12 01 13	Déchets de soudure	0,1 (2 bacs de 80l)
	11 01 98*	Filtres papier des bains de nickel	0,5
	15 01 10*	Emballages souillés	0,1
	11 01 11*	Bains usés de décapage	24 (cuve de 20 m³)
		Concentrats d'évaporation	24 (cuve de 20 m³)
	11 01 98*	Déchet labo CMI EE	0,025
	13 01 01*	Huiles usagées	1 (1 GRV)
	10 08 19*	Liquide de refroidissement usagé	0,2 (1 fût)
	15 02 02*	Déchet nettoyant	1 (1 GRV)

Registre : L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers. L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Transport : Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets respectent les dispositions des articles R. 541-50 à R. 541-61 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 9 – ÉCHÉANCES

ARTICLE 9.1 Échéances (non exhaustifs)

Articles	Type de mesure à prendre	Date d'échéance
2.1.2.1 à 2.1.2.3	Mesure en faveur de la biodiversité	Voir articles
3.3.3.1	Élaborer un programme d'auto-surveillance de l'environnement et le communiquer à l'inspection	6 mois à compter de la notification du présent arrêté
3.3.3.2	Réalisation de la première campagne de mesure d'auto-surveillance de l'environnement	3 mois après l'envoi du programme de surveillance
4.1.3.7	cessation d'utilisation et comblement de l'ouvrage créé en 2008, référencé BSS001CXGV 04128X0169	6 mois à compter de la notification du présent arrêté
4.1.3.7	Transmission du rapport de travaux concernant le comblement de l'ouvrage non utilisé	1 mois à compter du comblement
7.3.5.	Modélisation incendie	1 mois à compter de la notification du présent arrêté

ARTICLE 9.2 Contrôles à effectuer (non exhaustifs)

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
1.4.6.	Actualisation du calcul du montant des garanties financières	Tous les 5 ans
3.3.1.	Surveillance des rejets atmosphériques	Annuelle sauf la première année de fonctionnement et la première année de fonctionnement en capacité maximale (voir article)
3.3.3. et suivants	Auto-surveillance de l'environnement	Voir article
4.1.2.	Relevé consommation d'eau	Mensuel

4.1.3.1.	Entretien des décanteurs déshuileurs	Annuel
4.1.3.2	Entretien réseau de collecte des effluents et eaux de ruissellement	Régulièrement
4.1.3.4	Contrôle quantité réactif – station traitement eaux	Voir article
4.3.	Surveillance des eaux superficielles	Annuelle sauf la première année de fonctionnement et la première année de fonctionnement en capacité maximale (voir article), sans excéder 5 ans
4.4.4.	Surveillance des eaux souterraines	Semestrielle
7.3.4.	Contrôle du bon état de fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie	Annuel

TITRE 10 – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 10.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

ARTICLE 10.2 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 10.3 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie d'Aspach-Michelbach, lieu d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Aspach-Michelbach pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 10.4 Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est et le Maire d'Aspach-Michelbach sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société CMI Europe Environnement à Aspach-Michelbach.

À Colmar, le **10 MAI 2022**

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Christophe MAROT

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif
Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Annexes

Liste des annexes

Annexe 1 – Localisation des conduits 3 et 4 des rejets atmosphériques

Annexe 2 – Localisation des points de rejets des eaux superficielles

Annexe 3 – Localisation des piézomètres

Annexe 4 – Localisation des points de contrôle pour les mesures de bruit

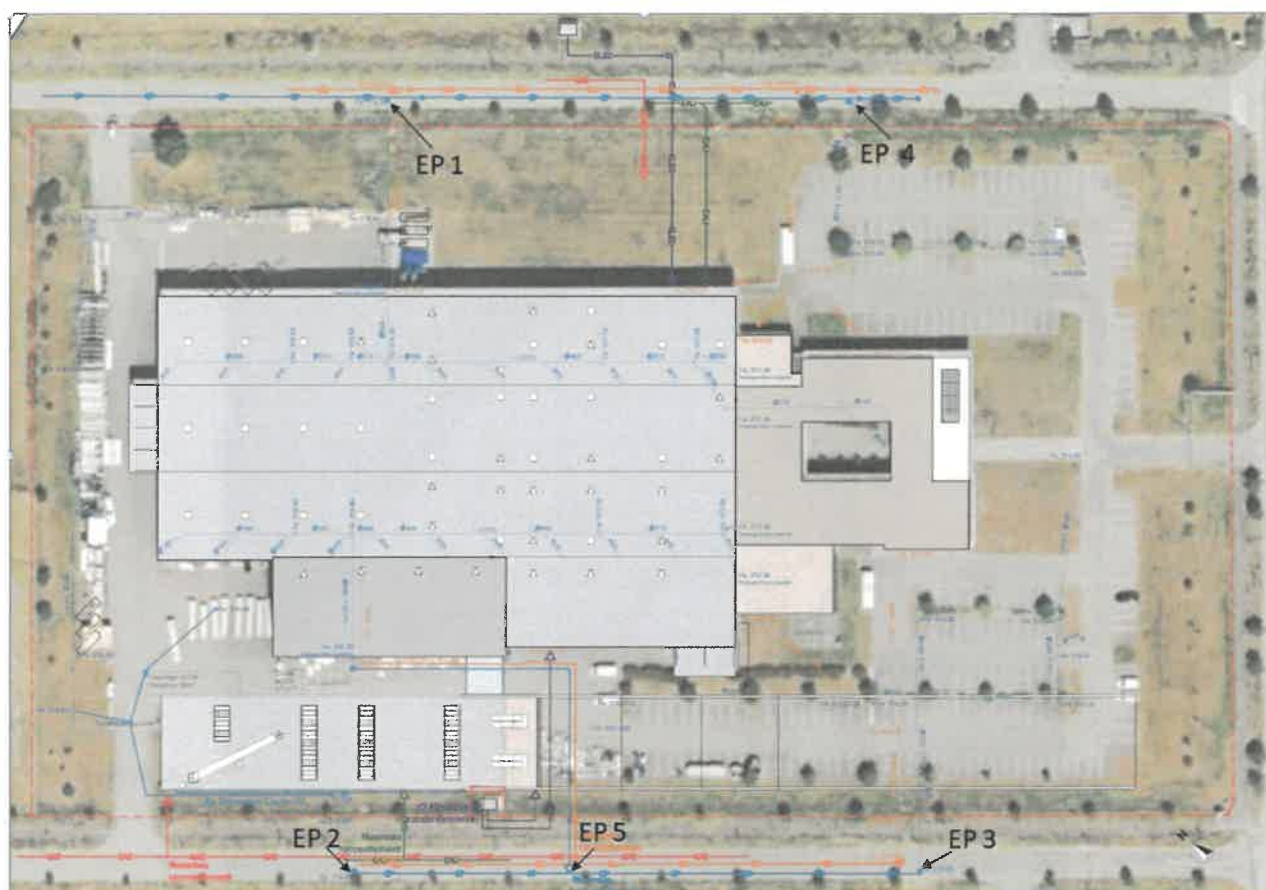
ANNEXE 1

Localisation des conduits 3 et 4 des rejets atmosphériques



ANNEXE 2

Localisation des points de rejets des eaux superficielles



ANNEXE 3

Localisation des piézomètres



ANNEXE 4
Localisation des points de contrôle pour les mesures de bruit

